

Commission: Conseil des ministres de la Défense européen

Problématique: Vers un système de défense européen face à la montée des tensions sur le continent et le monde ?

Auteur: République fédérale d'Allemagne

La République fédérale d'Allemagne est présidée par Olaf Scholz depuis 2021. Chancelier fédéral, il est issu du parti social-démocrate. Première puissance économique européenne, notre budget pour la défense est de 50,1 milliards d'euros, sans compter les 100 milliards d'euros destinés à moderniser notre armée, la Bundeswehr.

La création de l'Union Européenne a permis de prolonger la paix sur le continent en réconciliant d'anciennes puissances rivales. Cependant, depuis le 24 février 2022, la guerre en Ukraine a détruit cette stabilité et génère des tensions entre l'UE et la Russie.

L'Allemagne est décidée à agir et soutenir l'Ukraine. En défendant la liberté et la paix, elle est prête à défendre les nations partageant ces valeurs. Le soutien de l'Allemagne portera sur le plan économique, politique, humanitaire et bien évidemment sur le plan militaire, aussi longtemps qu'il le faudra. En vertu du Traité de l'ONU sur le commerce des armes (art.6) de décembre 2014, il apparaît légitime et légal d'envoyer des armes à l'Ukraine, dans le cadre de la légitime défense.

Elle a fourni de l'aide à l'Ukraine bien avant le conflit armé de 2022. La Bundeswehr apporte une contribution importante dans le cadre du soutien militaire à l'Ukraine, fournissant des conseils et de la formation à ses forces armées. Jusqu'à présent, 551 soldats ukrainiens au total ont pu terminer avec succès leur formation en Allemagne. Également, notre pays fournit un soutien militaire supplémentaire sous forme de prestations sanitaires, incluant le financement total d'un hôpital de campagne mobile ainsi que d'autres mesures. Depuis le début de la guerre, l'Allemagne a doté l'Ukraine d'équipements de guerre dont la valeur dépasse les 2,4 milliards d'euros, tels que les chars d'assaut Léopards 2 et les véhicules de combat d'infanterie Marder.

D'autre part, l'Allemagne a participé à des entretiens en format Normandie avec la présence d'autres États (France, Ukraine et Russie). Ces derniers visent à mettre fin au conflit, à en atténuer les conséquences pour les populations habitant la Crimée et l'est de l'Ukraine et à développer une perspective de paix durable.

L'accent est actuellement mis sur des mesures concrètes de mise en œuvre des accords de Minsk, qui ont fixé dès 2014 le cadre des discussions et une série d'étapes pour résoudre les conflits.

Même si les accords de Minsk n'ont pas été respectés, il est urgent de prendre les engagements nécessaires pour assurer une paix durable tout le long des frontières occidentales de la Russie, depuis les îles Svalbard à l'intérieur du cercle polaire arctique jusqu'à la Mer Noire, donc en y faisant participer non seulement les États membres de l'UE, la Finlande, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et la Pologne, mais aussi de l'Ukraine, la Norvège et la Moldavie.

Sur le plan de coopération, l'Allemagne soutient le développement des négociations. Nous proposons ainsi de nouveaux accords de paix qui accorderaient à l'Ukraine ses frontières de 1991 reconnues par l'ONU, après la dissolution de l'URSS. En revanche, il faudrait mettre en place dans les provinces russophones de l'Est et en Crimée un statut d'autonomie. Ce dernier, déjà présent dans des pays membres de l'Union européenne, comme par exemple en Espagne, permettra à ces territoires d'atteindre une autogestion très large jamais prévue dans les accords de Minsk. Non seulement ces provinces adopteraient le russe comme langue co-officielle, en pied d'égalité avec la langue ukrainienne, mais aussi elles seraient responsables de leur propre budget en matière de santé, de police locale, d'éducation, de recherche et d'environnement. Kyiv retiendrait cependant la gestion des compétences d'État, notamment celles de l'économie et des finances communes, des affaires internationales et de la défense.

De même, il faut augmenter le partage des connaissances et la mise en commun de certaines ressources de défense entre les États membres de l'Union Européenne et l'Ukraine pour renforcer les capacités et la résilience des forces armées ukrainiennes.

La République fédérale d'Allemagne suggère une coopération renforcée entre l'Agence de l'Union européenne pour la cybersécurité (ENISA) avec le gouvernement ukrainien. Ceci permettrait de développer un organisme de cyberdéfense propre à l'Ukraine qui disposerait des technologies et moyens européens pour atténuer les conséquences des constantes cyberattaques russes ou de provenance inconnue.

Cependant, si l'agression illégale de la Russie se poursuit, l'Allemagne est décidée à continuer d'envoyer des tanks et des dispositifs antimissiles pour refaire un équilibre des forces militaires déployées dans le conflit. L'Allemagne encourage tous les États de l'UE à destiner une aide militaire à l'Ukraine à hauteur du 3 % de leurs dépenses militaires, dès 2024, si la Russie n'accepte pas de s'engager dans des négociations menant à un départ de ses forces armées du territoire de l'Ukraine. L'Allemagne souhaite aussi que l'Ukraine dispose dorénavant de la gratuité des brevets militaires des 27 pays membres de l'UE. Celle-ci deviendrait, d'ici à 2024, le premier producteur d'armes en Europe. Ainsi, l'Ukraine aura les compétences pour se donner les équipements militaires pour assurer sa défense à long terme.

Après avoir examiné les objectifs de notre État sur le continent européen, nous pouvons maintenant nous pencher sur ceux qui ont une portée internationale. L'Allemagne est un membre de l'OTAN, et à ce titre, elle participe aux missions de l'OTAN dans diverses régions du monde. Par exemple, l'Allemagne a participé à la mission de l'OTAN en Afghanistan, où elle a fourni des forces armées et du matériel de soutien. L'Allemagne participe également à la mission de l'OTAN en Irak, où elle fournit des formations et des conseils aux forces de sécurité irakiennes.

Toujours dans le cadre de l'OTAN, l'Allemagne est à l'origine d'une initiative visant le développement d'un nouveau réseau de défense aérienne en Europe à travers l'OTAN. Il s'agit d'une Lettre d'intention nommée *European Sky Shield* qui a déjà été signée par 17 pays européens membres de l'OTAN. Cette initiative facilitera les acquisitions et intégrations multinationales d'un large éventail de capacités de défense aérienne. Nous espérons que le développement en commun de systèmes de défense aérienne et antimissile permette des économies budgétaires aux États membres de l'OTAN par rapport aux coûts de d'un développement étatique. La croissance des recettes fiscales des économies européennes après la crise de la COVID-19 devrait permettre de financer cet effort budgétaire sans grands sacrifices dans les chapitres des retraites, santé, éducation. De ce fait, l'Europe deviendra un acteur de premier niveau dans le développement de ce type de capacités. Pour cela, notre pays propose que ce nouvel élan du développement des technologies de défense et de l'industrie d'armement se fasse en Europe à l'échelle supranationale, à travers l'UE.

En dehors de l'OTAN, l'Allemagne a également des accords de coopération militaire avec d'autres pays. Par exemple, l'Allemagne et la France ont signé un accord en 2019 pour renforcer leur coopération militaire, qui inclut des projets conjoints dans la défense aérienne, la cyberdéfense et le développement de drones. L'Allemagne participe également à la force conjointe du G5 Sahel, une initiative de cinq pays africains pour lutter contre l'extrémisme violent et les menaces transnationales dans la région du Sahel.

En ce qui concerne les objectifs militaires allemands dans le monde, l'Allemagne cherche à assumer une plus grande responsabilité dans la sécurité internationale. En 2016, l'Allemagne a adopté une nouvelle politique de sécurité qui prévoit une augmentation des dépenses militaires et un plus grand engagement dans les missions internationales. En 2021, l'Allemagne a publié un nouveau Livre blanc sur la défense qui énonce sa vision stratégique pour l'avenir et met l'accent sur la coopération internationale et la cybersécurité.

En conclusion, l'Allemagne soutient l'Ukraine pour son intégrité territoriale et vise à renforcer la défense de l'UE pour une paix durable. Elle maintient également des engagements militaires

mondiaux en collaboration avec des partenaires internationaux, dans un objectif de sécurité européenne et de responsabilité internationale.